



ANTOINETTE SPAAK LES MÉMOIRES D'UNE FEMME D'ÉTAT

Dans un livre d'entretiens avec Francis Van de Woestyne, le rédacteur en chef de La Libre Belgique, Antoinette Spaak raconte sa vie, son père Paul-Henri, sa famille, ses combats, beaucoup de souvenirs personnels et, de manière impressionniste, plusieurs décennies de l'histoire de Belgique. La parution de ce document exceptionnel a aussi été l'occasion pour Paris Match d'une belle rencontre avec cette grande dame de la politique belge.

PHOTO RONALD DERSIN

Le 1^{er} décembre 2016, Antoinette Spaak, 88 ans, reçoit Paris Match dans son appartement d'Ixelles, non loin du site principal de l'Université libre de Bruxelles. En médaillon : le livre de Francis Van de Woestyne.



« J'ai toujours eu la passion de la politique »

MICHEL BOUFFIOUX S'ENTRETIENT AVEC ANTOINETTE SPAAK

Paris Match. « Quelle belle vie ! » se dit-on en refermant le livre de Francis Van de Woestyne qui vous est consacré. Une vie presque parfaite ?

Antoinette Spaak. Je ne crois pas qu'il y ait de vie parfaite. Dans toutes les vies, il y a de petits malheurs. Et puis, parfois, on est touché par des catastrophes, par de grands malheurs qui laissent des séquelles. Pour moi, ce fut la mort de mon frère, Fernand, dans un contexte d'extrême violence (il a été tué par son épouse qui s'est ensuite suicidée, NDLR). Dans ces moments, on ne peut s'empêcher de se poser des questions, de se demander ce qu'on aurait pu faire pour éviter que cela arrive. En dehors de cela, je considère en effet avoir eu une vie de privilégiée. Je suis née dans une famille célèbre depuis plusieurs générations. Pour moi, tout a été plus facile que pour quelqu'un d'autre.

Parleriez-vous d'une « vie choisie » ? Quand on naît dans une famille aussi

importante, il y a peut-être un poids, des choix professionnels qui s'imposent ou à tout le moins qui se proposent avec insistance ?

Mon choix de faire de la politique fut une décision personnelle, que j'ai prise après la mort de mon père en 1972. Cela dit, son parcours m'a inspiré, c'est évident. Je le suivais très souvent dans des meetings. Je me souviens notamment d'avoir assisté à tous les débats sur la Question royale dans les tribunes de la Chambre. A vrai dire, j'ai toujours eu la passion de la politique. Avant moi, trois générations d'hommes et de femmes politiques s'étaient déjà succédé en ligne directe. C'est presque une question d'ADN dans ma famille, et il ne fait aucun doute que cela m'a influencé. **Vous êtes l'arrière-petite-fille de Paul Janson...**

Un grand homme de la fin du XIX^e siècle ! Il était député libéral. A l'époque, cela voulait dire progressiste. Il a lutté

pour le suffrage universel et l'instruction obligatoire. Il a exercé une grande influence sur mon père. Ensuite, il y a eu ma grand-mère, Marie Janson, qui a été sénatrice cooptée par le Parti socialiste. **La première femme parlementaire en Belgique !**

Et figurez-vous que dans les premières années où elle siégeait, étant une femme, elle n'avait même pas le droit de vote lors des élections législatives ! Elle est entrée au Sénat en 1921 et les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1948.

Cela n'a pas dû être facile pour elle de mettre les pieds dans ce milieu d'hommes.

Peut-être pas tant que cela : le fait d'être la première femme dans un milieu d'homme est généralement compliqué mais, parfois, cela peut être un atout. C'est en tous cas ce que j'ai ressenti quand je fus la première femme présidente de parti en Belgique (Antoinette Spaak a dirigé le FDF entre 1977 et 1982, NDLR). Bien sûr, au début, j'ai compris que certains hommes pensaient ne faire qu'une bouchée de ma personne, mais cela n'a pas été le cas. Il faut dire que j'avais un grand avantage sur beaucoup d'autres.

Lequel ?

J'ai baigné dans le milieu politique depuis l'enfance. Je connaissais ses usages et ses pièges. L'expérience de mon père m'avait montré qu'on pouvait être un grand homme, reconnu à l'international, tout en faisant l'objet de critiques acerbes au sein de son parti. Je savais que ce n'était pas un milieu facile, encore moins quand on est ministre, fonction que je n'ai jamais voulu exercer car elle mange totalement votre existence. C'est plus difficile pour les femmes aujourd'hui parce qu'elles ne bénéficient plus de l'effet de nouveauté, de ce caractère un peu « exotique » de la position qui était la mienne à l'époque.

Vous êtes aussi la petite nièce de Paul-Emile Janson ?

C'était un homme délicieux. Dans les années 30, mon père et lui ont occupé des postes importants dans le même gouvernement : Paul-Emile Janson était ministre de la Justice et Paul-Henri Spaak était ministre des Affaires étrangères. Un jour, mon père prononça un discours au Parlement dans lequel siégeait ma grand-mère. Il le commença par ces mots : « Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, maman ». Malheureusement, la vie de mon grand-oncle s'est terminée dans l'horreur. Pendant la guerre, les Allemands l'ont déporté dans le camp de Buchenwald. C'était déjà un homme âgé. Il y est mort misérablement, comme tant d'autres.

Ce n'est pas la seule personne de votre famille à avoir été victime des nazis...

Il y a eu aussi Suzanne, la femme de mon oncle, Claude Spaak. Elle était résistante au sein du réseau de « l'Orchestre rouge ». Arrêtée par la Gestapo, elle a été torturée et finalement fusillée en 1944.

Vous êtes enfin la fille de Paul-Henri Spaak, dont il est impossible de résumer ici l'immense carrière. Mais enfin, s'il fallait se contenter d'une épure, de la substantifique moelle, que diriez-vous de lui ?

Avant toute autre considération, je dirais que c'était un père attentionné. Il aimait ses enfants tendrement et c'était réciproque. C'est l'un des privilèges de mon existence d'avoir connu une si belle relation avec mon père. Le soir de la signature du Traité de Rome, il a écrit : « C'est le plus grand jour de ma vie politique. » Il aurait beaucoup apprécié de savoir qu'il est resté dans l'histoire comme l'un des six pères fondateurs de l'Europe.

Et qu'en est-il du plus grand jour de votre vie politique ?

C'est celui où je suis devenue parlementaire européenne, le jour de ma prestation de serment à Strasbourg, en 1979.

Quelles sont les valeurs que vous a transmises votre père ?

Donner de l'importance aux autres. Il savait écouter et il défendait le principe de l'égalité des chances. Il nous disait : « Les privilèges se méritent, soyez des personnes responsables. »

Quelle est la fonction que vous avez préféré exercer ?

J'ai aimé présider le Parlement de la

Communauté Wallonie-Bruxelles entre 1988 et 1992. J'y ai œuvré de manière assez consensuelle. Je pense avoir donné à cette institution, encore jeune, la possibilité d'être mieux connue en Belgique comme à l'étranger, notamment en France.

Quelle est la personne rencontrée durant votre carrière politique qui vous a laissé le souvenir le plus prégnant ?

Jean Monnet. Parmi les pères de l'Europe, c'est le plus important. Il en a été véritablement l'inspirateur. Il était tellement convaincu de la nécessité de s'unir pour éviter les guerres qu'il aurait voulu que l'Allemagne et la France ne forment qu'une seule nation. Mais je ne saurais taire un second nom : celui de Simone Veil.

La première présidente du Parlement européen...

Elle a donné une dimension incroyablement forte à cette institution. C'était une femme extraordinaire. Elle avait connu la déportation pendant la guerre. Elle a eu cette phrase d'une grandeur incomparable : « En sortant du camp de concentration, j'étais européenne. » Quand j'ai entendu ces mots,

« C'est tout à fait clair dans mon esprit : je suis républicaine »

j'ai pleuré. Dans l'enfer concentrationnaire, Simone Veil avait perdu sa mère, morte dans ses bras. Elle a perdu son père, elle a perdu son frère. Et elle a eu cette phrase en sortant de tout cela, vous vous rendez compte ? Les jeunes générations ne doivent pas perdre de vue que la motivation première de la création de l'Union européenne, c'est la préoccupation d'empêcher les guerres sur notre continent.

Simone Veil, c'est aussi la loi sur l'interruption de grossesse en France.

On n'imagine pas à quel point ce fut un combat terriblement brutal. Elle m'en a parlé. Le débat à l'assemblée nationale a été d'une violence jamais atteinte. Un député allant jusqu'à lui lancer qu'il regrettrait qu'elle soit sortie vivante des camps.

En Belgique aussi, le combat pour l'IVG a suscité pas mal de controverses. Dans le livre, vous expliquez n'avoir pas digéré le refus du roi Baudouin de signer la loi dépénalisant l'avortement en Belgique.

Ce refus de signature est un moment extrêmement négatif dans l'histoire de la monarchie. Il me semblait inacceptable que le Roi refuse de signer une loi votée par la majorité parlementaire. Il s'est agi d'une faute.

Est-ce à ce moment que sont nées vos convictions républicaines ?

C'est venu plus tard, dans le cadre de l'exercice de mes responsabilités politiques. C'est tout à fait clair dans mon esprit : je suis républicaine. Je n'ai aucune critique à émettre sur les personnes qui exercent actuellement la fonction. Le Roi et la Reine le font très bien et c'est sympathique. Mais je trouve suranné le fait que des personnes puissent se voir octroyer des pouvoirs politiques par héritage – même s'ils sont très limités.

Pas sûr que votre père aurait été d'accord avec vous !

Il était très royaliste et loyaliste, en effet. Mais comme sur d'autres questions, nous en aurions débattu.

Depuis quelques années, vous vous êtes retirée de la politique active. A quoi consacrez-vous désormais votre vie ?

J'apprécie beaucoup la retraite. J'ai le temps de faire des choses qu'autrefois je bâclais par la force d'un agenda professionnel trop chargé. Je vois plus mes enfants et mes petits-enfants et arrière-petits-enfants, je voyage beaucoup. En résumé, je fais exactement ce que j'ai envie de faire. Je continue à m'intéresser à la politique. J'assiste aux réunions de mon parti lorsque je pense que ma présence peut être utile.

Quels sont vos lieux de villégiature préférés ?

J'adore la France et l'Italie. Comme le dit l'une de mes amies, la route des collines entre Florence et Sienna, c'est une des preuves de l'existence de Dieu !

Vous êtes croyante ?

Non, je n'ai pas la foi.

Et puis, expliquez-vous dans le livre, vous vous êtes remise à lire ?

C'est en effet un des premiers loisirs que j'ai cultivés après mon départ à la retraite. J'ai relu Proust que j'avais abandonné, c'est horrible à dire, quand j'avais 20 ans.

A la recherche du temps perdu ?

En effet. Et je me suis forcée à ne pas manquer un seul mot. Tous les jours, pendant une à deux heures, je me suis plongée dans la lecture de ce texte magnifique. C'est un exercice qui m'a pris du temps, mais cela ne fut certaine-

(suite page 94)



Antoinette Spaak : « Je m'impose mon propre cordon sanitaire. Je n'accepte aucune invitation venant de Jan Jambon ou de Theo Francken. Je ne veux pas leur serrer la main. C'est au-dessus de mes forces. »

ment pas du temps perdu. Cette lecture m'a remplie de bonheur, même si quarante pages pour décrire un massif d'au-bépine, c'est un peu long!

Y-a-t-il, dans cet appartement, un objet qui serait « une madeleine de Proust? »

Oui, une statuette en jade qui se trouve dans la bibliothèque. Quand je la regarde, elle me rappelle l'époque où j'avais 10 ans. Mon père était alors ministre des Affaires étrangères. Elle lui a été offerte par l'ambassadeur de Chine. L'objet me fascinait. Mon père m'a pris la main et m'a dit: « Un jour, elle sera à toi. »

L'ambassadeur de Chine, c'est romanesque...

Oui, c'est vrai que mes parents nous ont ouvert sur le monde au travers de rencontres extraordinaires. Par exemple, ils trouvaient indispensables que leurs enfants rencontrent Winston Churchill et le général de Gaulle alors qu'ils étaient en visite à Bruxelles. Ce furent des moments très émouvants. Si peu de temps après la guerre, c'était vivre un moment de l'Histoire en direct. Ces hommes symbolisaient la résistance, la victoire sur le totalitarisme... Cela dit, quand je raconte ces souvenirs à mes petits-enfants, ils doivent se dire que j'ai au moins cent ans!

Pendant des heures, vous vous êtes confiée à Francis Van de Woestyne. Parler de soi n'est pas toujours aisé.

Je vous le confirme, ce n'est pas facile du tout!

Avec quel sentiment sortez-vous de cet exercice?

Celui d'avoir fait une belle rencontre avec un homme dont je me suis sentie très proche. La confiance s'est établie immédiatement. Il m'a demandé de parler de ma vie personnelle, ce qui fut un véritable effort, mais je ne le regrette pas.

Avez-vous été surprise vous-même par l'étendue de vos confidences?

Oui, notamment lorsque je me suis mise à parler d'un épisode de ma vie politique que je regrette. Dans le livre, j'évoque un engagement que j'avais pris à l'égard de Georges Clerfayt, un homme que j'aime et que je respecte. Je m'étais engagée à lui céder mon premier mandat de parlementaire européen au bout d'un an d'exercice. Je n'ai pas tenu cette promesse que je n'aurais pas dû faire. Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre.

Dans l'œuvre de Marcel Proust, on trouve cette considération: « Notre personnalité sociale est une création de la pensée des autres. » En racontant vos souvenirs dans ce beau livre, avez-vous voulu donner votre version de vous-même?

Quelle belle phrase! Vous me donnez envie de relire Proust. Je suis parfaitement d'accord avec son constat. La vie publique donne de vous une image figée et forcément incomplète. Je dirais même qu'en ce qui me concerne, la représentation que l'on a de moi ne correspond pas tout à fait à ce qui je suis profondément. On a pu parfois me voir comme « trop compréhensive », alors que c'est bien plus nuancé que cela. A vrai dire, mon plus précieux héritage, la qualité qui m'a été transmise par mes parents, c'est le goût des autres, l'empathie. Je n'y vois pas une faiblesse mais

« Je plaide coupable. Nous n'avons pas compris l'énorme fossé qui se creusait entre l'élite et l'ensemble de la population »

une aptitude qui sert beaucoup en politique. Elle m'a permis, très souvent, de jeter des ponts, de nouer des amitiés avec des personnes qui m'étaient radicalement opposées dans le débat politique. Je pense par exemple à Hugo Schiltz (de la Volksunie, l'ancêtre de la N-VA, NDLR).

Un peu comme si Olivier Maingain était aujourd'hui ami avec Bart de Wever!

Aujourd'hui, ce serait inimaginable, parce que les relations entre les Communautés ont évolué négativement. Mais je vous parle d'une époque où mon adversaire principal du côté flamand partageait un même objectif: construire une Belgique fédérale qui profiterait à tous les Belges. Maintenant, les nationalistes flamands ont pour but déclaré la disparition ce pays, ce qui est tout de même très différent. La fin de la Belgique est inscrite dans l'article 1^{er} des statuts de la N-VA. Ce pays est donc en situation de grand danger, parce que cette position émane du parti actuellement le plus puissant. N'oublions cependant pas que la N-VA n'est pas majoritaire en Flandre.

Au tout début des années 70, peu de

temps avant l'éclosion du FDF, Paul-Henri Spaak dénonçait l'absence de vision prospective des francophones, et singulièrement celle de ses amis socialistes, à propos du mouvement nationaliste flamand. Quarante ans plus tard, y-a-t-il lieu de déplacer cette critique? Sont-ce les libéraux qui sont naïfs en gouvernant au fédéral avec la N-VA?

Je trouve que Charles Michel a fait un choix extrêmement dangereux en entrant dans un gouvernement avec ce parti nationaliste flamand sans disposer d'aucun soutien des autres partis francophones. En Communauté française, le gouvernement Michel ne représente que 23 % des électeurs et il est dominé par le parti de Bart De Wever. Au surplus, ce dernier ne se prive pas de déclarer à qui veut l'entendre que la participation gouvernementale de la N-VA existe « dans l'intérêt exclusif des flamands ». Il ose dire cela et ses partenaires francophones ne protestent pas! **Vous avez connu les horreurs qui sont nées du nationalisme exacerbé, des totalitarismes. Trouvez-vous que l'histoire marche un peu à reculons en ce moment?**

Je pense que la responsabilité du monde politique dans la percée de personnages comme Le Pen ou Trump est très grande. Je ne m'exclus pas personnellement de ce constat. Je plaide coupable. Nous n'avons pas compris l'énorme fossé qui se creusait entre l'élite et l'ensemble de la population. A un moment donné, les gens en ont eu marre. Même pour l'Europe, on leur a dit qu'elle est utile, indispensable. Qu'on devait la faire. On leur a dit « Suivez-nous », point à la ligne. Cela ne marche pas comme ça.

Vous évoquez un déficit d'explication?

Plutôt un déficit d'humilité du monde politique. Un manque d'empathie pour les problèmes vécus quotidiennement par les gens. Hommes politiques, professeurs d'université, experts... Dans tous les pays, il y a une élite et elle n'est pas toujours en phase avec ce qui se passe réellement dans la société.

Vous nous l'avez raconté, votre famille a souffert du nazisme. Comment vivez-vous le regain de l'extrême droite?

Je ne le supporte pas. Et d'ailleurs, je m'impose mon propre cordon sanitaire. Je n'accepte aucune invitation venant de Jan Jambon ou de Theo Francken. Je ne veux pas leur serrer la main. C'est



Antoinette Spaak face à sa propre représentation: un buste réalisé par le sculpteur Charles Leplat, en 1941. Elle avait 13 ans. A côté du bronze, on aperçoit sa « madeleine de Proust », une statuette en jade remise à son père par l'ambassadeur de Chine dans l'entre-deux-guerres.

au-dessus de mes forces.

Vous avez dû sursauter quand le ministre de l'Intérieur, peu de temps après sa nomination, a eu ces mots, indignes de la fonction qu'il occupe: « Les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons »?

Sursauté? Le mot est faible: j'ai fulminé. Est-ce qu'on se rend compte que ces propos ont été prononcés par un membre du gouvernement? Ceux qui participent à une majorité avec ces gens-là ont posé un choix dangereux. Quand je vois qu'on accepte désormais de gouverner la Belgique avec des personnes qui ont assisté à la célébration d'un collaborateur, je suis très inquiète. J'ai connu l'horrible découverte des camps de concentration à la fin de la Seconde Guerre mondiale et cela ne passe pas. **Dans les années 30, il y eut beaucoup d'aveuglement par rapport à la dérive progressive de l'échiquier politique vers l'extrémisme...**

Et je me demande comment il est

possible, après les épreuves que l'Europe a déjà connues, qu'on refasse les mêmes erreurs. Je pense à Daladier et à Chamberlain qui passèrent les accords de Munich avec Hitler, en 1939, à une époque où l'on savait très bien ce que les nazis réservaient comme sort aux juifs et aux opposants politiques. Je revois les images de Daladier acclamé par la foule lors de son retour en France. En réalité, les gens se forçaient à ne pas voir, ils étaient prêts à tout accepter pour éviter la guerre.

Toutes proportions gardées, ne peut-on pas tracer un parallèle avec la situation dans laquelle se trouvent désormais les francophones qui ont accepté de gouverner avec la N-VA? Ne se voient-ils pas contraints d'accepter de vider petit à petit le pays de sa substance pour ne pas fâcher des gens qui, de toute manière, ne veulent plus de la Belgique?

Evidemment. Mais je ne sais pas si les francophones sont encore en mesure de contrer cela. On ne pourra, en tout

cas, jamais reprocher aux nationalistes flamands de n'avoir pas prévenu. Ce qu'ils espèrent à court ou à moyen terme, c'est l'éclatement de la Belgique. Et ils font ce qu'ils disent depuis longtemps. L'entrée de la N-VA au gouvernement est une étape qui ne les éloigne pas de cet objectif, bien au contraire. Le choix de gouverner avec eux était de toute façon perdant. On leur donne les leviers pour faire avancer le pays vers le confédéralisme, soit un pas de plus vers le séparatisme.

Pas de leur espoir?

Si. Du côté flamand: il faudrait que le CD&V, Groen, le sp.a et l'OpenVLD constituent un front uni de défense du pays. Les séparatistes n'ont pas la majorité! Il faut faire en sorte que la Belgique fonctionne correctement tout en respectant les droits de chacune des Communautés. ■

« Antoinette Spaak, Entretiens avec Francis Van de Woestyne », Racine, Bruxelles, 2016.